

AGATHE CAGÉ

Classes figées

Comprendre la France empêchée



Flammarion

Classes figées

Agathe Cagé

Classes figées

Comprendre la France empêchée

Flammarion

© Éditions Flammarion, Paris, 2024
ISBN : 978-2-0804-3322-0

Introduction

La France empêchée

La France n'est plus une société de classes moyennes. Elle est devenue une société de classes figées.

C'est autour de la capacité sociale la plus inégalement répartie que se structure aujourd'hui la société : la possibilité de réagir face aux risques, aux incertitudes et aux crises.

La France est fracturée entre une minorité resserrée qui ne ressent pas l'impact des crises sociale, économique et écologique et une immense majorité qui n'a plus les moyens d'affronter ces crises.

L'immense majorité, ce sont les classes figées. Empêchées dans presque tous leurs déplacements. Empêchées dans leur relation au travail, de ses conditions d'exercice à la possibilité de rechercher un emploi dans la sérénité. Empêchées dans la construction de leur avenir et de l'avenir de leurs

Classes figées

enfants, empêchées dans leurs ambitions comme dans le choix de leur cadre de vie.

Empêchées également dans leurs actes quotidiens, depuis la pandémie mondiale de Covid-19 puis l'invasion russe de l'Ukraine, par l'explosion des prix de l'énergie, la spirale de la perte de pouvoir d'achat, le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, la menace d'une crise financière et la pleine conscience que ces chocs risquent de se répéter avec une récurrence redoutable.

Assommées d'injonctions à la résilience, les classes figées sont privées dans les faits de toute capacité d'adaptation autre que l'acceptation de la dégradation de leur situation. Elles doivent affronter des difficultés quotidiennes de mobilité et subir des pertes de temps massives dans un monde où les distances se sont pourtant raccourcies et où les rythmes sont en constante accélération.

Ligne de fracture

Cet horizon de contraintes permanentes, enveloppantes, partagées qui est celui des classes figées, rend inopérantes les approches opposant classes populaires et moyennes, urbains et périurbains, diplômés et non-diplômés, salariés du public et salariés du privé, ou encore les prétendus styles

Introduction

de vie d'une « droite-steak-frites » et d'une « gauche-quinoa »¹. Il transcende en effet largement ces divisions.

L'immense majorité des Français est, dans sa vie quotidienne, prisonnière de chaque variation économique conjoncturelle, des risques environnementaux et sanitaires, des conséquences des moindres mouvements des marchés (des taux d'intérêt, de l'énergie, des prix de l'agroalimentaire...), de la dégradation et de la disparition des services publics. À tel point qu'il est désormais plus juste de parler d'impouvoir d'achat que de pouvoir d'achat des classes figées.

Les classes figées ont pleinement conscience que la France détient le triste titre de quasi-championne du monde du déterminisme scolaire, et que la compréhension des arcanes du système éducatif est de plus en plus réservée aux seuls initiés.

Quand elles travaillent au sein des services publics, à l'hôpital, à l'école, dans les tribunaux, elles se voient, inexorablement et malgré leurs alertes incessantes, entraînées sur une pente qui crée un fossé infranchissable entre leur éthique professionnelle et les conditions subies d'exercice de leurs métiers.

Elles perdent, en une vie de travail, six mois d'existence à attendre sur les quais de gare des trains en

retard ou annulés lorsqu'elles se déplacent en TER, RER ou Francilien.

Elles ne se voient pourtant rien proposer d'autre que d'éphémères politiques des boucliers, ou leurs petites sœurs en version dégradée, les politiques de colmatage. Elles n'ont pas d'avenir dans la France empêchée. Elles ont des destins.

À l'inverse, la minorité resserrée reste invariablement préservée des crises et de leurs conséquences. Elle peut être appréhendée en partie à travers son rapport au confinement. Elle a en effet transformé pour elle-même celui-ci, au plus fort de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, en escapade en résidence secondaire. 6 % des Français ont alors changé de logement². L'échelle est pertinente pour estimer la taille de ce groupe résolument à l'abri des secousses, quelle que soit la nature des difficultés. Cette minorité resserrée n'a pas à les affronter car elle évolue dans des conditions qui lui permettent de ne jamais véritablement les croiser.

L'immobilité est de mise pour tous afin de limiter l'impact d'une pandémie mondiale ? Elle s'échappe en quelques heures vers des lieux de villégiature où confinement a davantage rimé avec bouffée de grand air qu'avec enfermement. Le matin, par la fenêtre, pendant quelques semaines, elle a « regardé l'aube se lever sur les collines³ ». Le changement

Introduction

climatique menace ? Elle adapte ses investissements immobiliers pour privilégier désormais les régions françaises au climat le plus tempéré. Les prix ne sont plus pour cette minorité des marqueurs de valeur ou des principes de choix. Ils sont devenus des barrières à l'entrée, des frontières dressées autour d'elle lui garantissant l'exclusivité d'accès à certains lieux ou à certains événements. Plusieurs milliers d'euros pour assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024 ou aller applaudir les stars internationales du Paris Saint-Germain au Parc des Princes : de quoi s'assurer de rester entre soi. À l'abri de la multitude comme à l'abri des crises.

Cette disposition à se déconnecter totalement des préoccupations communes constitue un fait historique nouveau. L'économiste Daniel Cohen mettait en lumière, dans une conférence donnée en 2006, le fait que même les plus fortunés des dirigeants d'entreprise partageaient, dans la société industrielle, les préoccupations de leurs salariés⁴. En effet, ajoutait-il, dirigeants et employés étaient conjointement exposés aux mêmes risques. La France est désormais entrée de plain-pied dans une autre société. La minorité resserrée ne paraît plus aujourd'hui exposée à aucun risque qu'elle puisse considérer comme problématique pour elle-même.

Sans homogénéité

Bien évidemment, au sein de la France des classes figées, certains niveaux de revenus et de patrimoine permettent d'amortir plus que d'autres les vagues successives des perturbations économiques, de se protéger de certains soubresauts, d'accéder à certains avantages.

Bien évidemment, les difficultés que doivent affronter les personnes en situation de pauvreté et de grande pauvreté sont d'une ampleur sans commune mesure dès lors que ces personnes ne mangent pas à leur faim et qu'elles n'ont pas accès à un habitat digne. Leur situation se dégrade en France. Le niveau de vie moyen des 10 % des personnes les plus pauvres stagne depuis vingt ans⁵. La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passée de 12,7 % en 2004 à 14 % en 2019⁶. À l'école, Jean-Paul Delahaye rapportait en 2015 dans son rapport *Grande pauvreté et réussite scolaire* ces paroles d'un inspecteur de l'académie de Lille : « La grande pauvreté est une broyeuse qui avale les parents, les élèves, et parfois même les membres de la communauté éducative. »

Bien évidemment, les ménages modestes doivent affronter plus que les autres le cumul des difficultés. Le vingt-huitième rapport sur l'état du mal-logement en France présenté en 2023 par la Fondation

Introduction

Abbé-Pierre a posé en ce sens un constat sans concession : « La facture logement, liée à trois décennies de hausse des prix à l'achat et à la location, est encore alourdie par des dépenses énergétiques devenues insoutenables pour de nombreux ménages modestes qui doivent régulièrement choisir entre se chauffer, manger et se soigner convenablement. » Le mot « insoutenable » dit tout de l'équation impossible dont ces ménages se sont retrouvés bien malgré eux prisonniers : devoir assumer des dépenses insupportables et pourtant tout bonnement vitales. Les privations auxquelles les familles modestes sont forcées touchent toutes les dimensions qui font la qualité de vie, et même la survie : l'alimentation, la température intérieure, l'habillement, l'accès aux soins. Elles ont des impacts très directs sur leur santé, les conditions d'exercice de leur emploi, l'apprentissage des enfants à l'école. Jusqu'à contraindre parfois à l'immobilité totale. Celle par exemple expliquée par Pierrot à la journaliste Florence Aubenas ; il lui « raconte ce monde où les voitures s'arrêtent parce qu'on n'a plus de quoi mettre de l'essence⁷ ».

Bien évidemment, alors que la prévalence des discriminations liées à l'origine en France conduisait en juin 2020 Jacques Toubon à intituler son dernier rapport en tant que défenseur des droits *L'Urgence d'agir*, des millions de personnes d'origine

Classes figées

étrangère ou perçues comme telles voient leur vie impactée par l'expérience de la stigmatisation sur le marché de l'emploi, sur le marché du logement ou à l'entrée des boîtes de nuit. Celles et ceux qui ne l'ont pas subi dans leur chair peuvent difficilement concevoir la violence morale et physique que représente le fait d'être reçu « dans le placard à balais du stand » lors d'un entretien d'embauche sur un salon. La confiance en soi en prend un sacré coup. Parfois l'état de santé se dégrade. Le sociologue Jean-François Laé partageait, au lendemain des émeutes qui ont marqué le début de l'été 2023, un bilan de trente ans d'enquêtes dans les quartiers défavorisés qui l'avaient amené à observer « des destins enclavés et vécus comme tels⁸ ». Dans l'Hexagone comme dans les Outre-mer, l'enclavement est plus prégnant dans certains territoires que dans d'autres. Mais l'immense majorité le ressent.

La France des classes figées n'est ni uniforme ni homogène. Elle partage toutefois une communauté de destin face aux incertitudes, aux crises et à leur récurrence. L'immense majorité a en partage l'essentiel : elle n'a d'autre choix que de subir les chocs de toute nature et de constater la dégradation de sa capacité à réagir et à regagner des marges de décision et d'action.

Communauté de destin

Il ne s'agit pas seulement de la dégradation des situations économiques et financières, année après année ou de génération en génération. Ce qui est également en jeu, c'est la capacité à se construire malgré les crises et à se projeter.

Disons-le sans détour : il y a spécifiquement un risque français du déclassement. L'Organisation de coopération et de développement économique (l'OCDE) a mesuré en 2019 que la probabilité de déclassement sur quatre ans des individus dont les revenus se situent entre 75 % et 100 %, ainsi qu'entre 75 % et 200 %, du revenu médian était plus forte en France que dans la moyenne des pays appartenant à l'organisation⁹. Déjà, en 2009, l'économiste Éric Maurin décrivait des familles « menacées par [...] [le déclassement] qui survient lorsque les enfants ne parviennent pas à se faire une place sur le marché du travail et dans la société » et ce, « qu'elles travaillent dans le public ou le privé, qu'elles soient salariées ou indépendantes ». Il ajoutait : « Ce risque n'est nulle part plus élevé qu'en France. »¹⁰ Se faire une place n'a rien d'évident lorsque les injonctions à la résilience et à l'adaptation permanente brouillent les repères et empêchent même de prendre le temps de se poser.

Classes figées

Au-delà de ces risques de décrochage économique et social ou des décrochages effectivement subis, les classes figées pâttissent, plus largement et plus profondément, de l'affaiblissement de leur capacité à se projeter positivement et activement dans le futur. Plus largement car même la partie des classes figées qui n'a pas encore dû faire face à une forte perte de revenus ou à la précarisation de sa situation économique se retrouve dans l'incapacité de se projeter vers l'avenir. Plus profondément car les variations conjoncturelles positives du marché de l'emploi ou des grands agrégats économiques, à l'impact parfois significatif à court et moyen termes sur le budget des ménages, ne peuvent permettre seules de desserrer les nœuds multiples qui enferment les classes figées.

Ignorer cette communauté de destin permet à certains, commentateurs ou responsables politiques, de jouer la carte démagogique des uns contre les autres. Ils entretiennent ainsi le ressentiment pour tenter d'élargir leurs audiences. Sans résoudre aucun des problèmes. Il faudrait pour cela qu'ils comprennent ce qu'est la société française.

Dans la France empêchée, l'immense majorité ne se voit offrir aucun horizon pour de possibles aspirations. L'horizon des classes figées est grand fermé.

Chapitre premier

« La France des classes moyennes » ou la grande incompréhension

La lassitude démocratique croissante qui frappe la France, dont les citoyens paraissent désormais plus habitués à s'abstenir qu'à aller voter les dimanches d'élections, fait l'objet à chaque scrutin d'une nouvelle salve d'explications. Elles passent le plus souvent à côté de sa cause la plus évidente. Les citoyens ne se rendent plus aux urnes car celles et ceux qui sollicitent leur confiance leur donnent le sentiment de peu les considérer et d'encore moins les comprendre. La parole publique est défaillante, elle a perdu de sa superbe et de sa valeur. Elle se montre fragile lorsqu'il s'agit de faire des promesses comme lorsqu'il s'agit de poser des constats. Les responsables politiques ne saisissent ni les attentes des électrices et des électeurs ni, de manière plus profonde, ce qu'est aujourd'hui la société. Ils ne proposent rien à la France des classes figées.

La mauvaise force de l'habitude

Chaussés de vieilles lunettes, habitués aux anciennes rengaines, nourris aux résultats douteux de sondages reposant sur des échantillons en ligne de quelques centaines de volontaires autorecrutés, abusés par les prismes déformants et les bulles de filtre des réseaux sociaux, gouvernements et oppositions paraissent convaincus que la France est une société de classes moyennes.

Cette conviction a pu être intellectuellement fondée. Elle ne l'est plus. La publication de plusieurs analyses marquantes et quelques prises de position politiques de premier plan autour de la centralité des fameuses classes moyennes ont rythmé le débat public des Trente Glorieuses puis des décennies de crise qui les ont suivies. Désormais le tempo a changé.

En 1971, le *New York Times* lui-même se plaisait à dépeindre, dans une sorte de reportage légèrement teinté d'exotisme, une classe moyenne française à la recherche de stabilité économique et politique, habitant dans les provinces paisibles comme dans les rues agitées de la capitale et se plaignant du poids des impôts¹. L'article du quotidien nord-américain agrégeait dans ce qu'il appelait sans distinction « classe moyenne » ou « bourgeoisie » un couple de commerçants et un ingénieur parisiens, un professeur de mathématiques nantais et un

vendeur d'assurance de Limoges. Il n'en excluait qu'ouvriers, paysans, entrepreneurs à succès, cadres à forte rémunération et riches aristocrates.

En 1976, Valéry Giscard d'Estaing, alors pensionnaire de l'Élysée, annonçait dans un ouvrage publié à mi-mandat présidentiel « l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés » dont la vocation était d'intégrer « progressivement et pacifiquement la société française tout entière »². Douze ans plus tard, le sociologue Henri Mendras, fondateur et premier directeur de l'Observatoire sociologique du changement, analysait la période 1965-1984 au prisme de la moyennisation de la société dans un livre au titre devenu célèbre : *La Seconde Révolution française*³.

L'habitude d'appréhender et de définir la France comme un pays de classes moyennes était prise et allait durablement s'ancrer. D'autant que, pour des responsables politiques, s'ouvrait là la voie apparente de la facilité : s'adresser aux « classes moyennes », n'est-ce pas statistiquement la garantie de toucher le plus grand nombre, idéal de tout chasseur de voix ?

Cécité statistique

Statistiquement. Voilà bien le cœur de leur cécité actuelle. Lorsqu'il est question de classes moyennes,

il est question d'un ensemble appréhendé à partir de son revenu net par rapport au revenu médian ou en divisant la population en déciles. C'est-à-dire d'un point de vue qui part d'une répartition mathématique et non de la réalité sociale⁴.

Au regard de ces approches économiques d'autant plus plébiscitées qu'elles permettent la production de jolis graphiques de toute sorte, diagrammes, courbes et autres nuages de points, les classes moyennes existeront nécessairement toujours dans la pyramide des revenus français. Mais la possibilité d'isoler ou d'identifier statistiquement une couche de la population n'a jamais rien dit de la pertinence de s'intéresser à cette catégorie. Le caractère adéquat d'une grille de lecture ne se mesure qu'au regard d'un moment historique, d'un contexte économique, d'une organisation sociale, de vécus concrets. Certes, de la même manière que l'on pourra demain comme hier identifier dans les données statistiques les 10 % des Français les plus modestes comme les 10 % des Français les plus aisés, il y aura perpétuellement en France, comme dans n'importe quel autre pays, des classes dites moyennes. Constat qui ne décrit en lui-même rien de plus qu'une évidence mathématique.

Force de l'habitude, réflexe politicien et facilité statistique de l'approche se combinent ainsi pour continuer à faire aujourd'hui de la catégorie « classes

« La France des classes moyennes »...

moyennes » l'alpha et l'oméga de l'appréhension de la société française. À tort.

L'approche est historiquement datée. Les analyses conduites depuis le début des années 2000 au travers du prisme des attentes, du malaise ou du déclin des classes moyennes, qu'elles se soient attachées à annoncer leur dérive, leur délitement, l'émergence d'une « hyper classe moyenne » ou à mettre en lumière leur « sentiment de déclassement »⁵, souffrent de ce biais cognitif. Leur sous-jacent – la France serait un pays de classes moyennes – n'est plus fondé. Le filtre n'est plus opérant pour comprendre la réalité, le vécu concret des Français. Pire, il empêche de saisir la véritable ligne de fracture de la société française. Il ne permet pas de comprendre la France des classes figées.

La France sans désirs

La France des classes moyennes, celle des Trente Glorieuses et de la fin du ^{xx}e siècle, comptait en son sein deux bons tiers de sa population qui aspiraient à une amélioration continue et marquée de leur qualité de vie. Elle était vantée pour sa supposée capacité à garantir modération politique et stabilité du système économique. Les « désirs et les espérances », tels que décrits sans pareil et

Classes figées

sans nostalgie d'un ancien temps fantasmé dans *Les Années* par Annie Ernaux⁶, y étaient certes « raisonnables, un travail propre, à l'abri des intempéries, manger à sa faim et mourir dans son lit ». Mais elles traduisaient une forme de confiance dans l'avenir.

La France des années 2020, celle des classes figées, ne parvient pas à s'affranchir des conséquences des crises sociale, économique et écologique. Elle rejette les politiques de boucliers et les mesures ayant pour seule vocation d'atténuer la pénibilité de sa situation. Elle n'a pas cru longtemps aux promesses de ruissellement. En l'absence d'offres politiques alternatives, elle ne va plus voter ou paraît prête à se laisser tenter par le piège d'une extrême droite entretenant la peur et les divisions pour grossir.

La France est devenue un pays où, pour emprunter les mots de l'écrivaine Lola Lafon, « on ne parle plus de ce en quoi on croit, ou de ce qu'on désire, mais de ce qu'on craint ». La sensation de vivre empêché, de travailler empêché, d'être contraint à l'immobilité, prédomine chez l'immense majorité.

Bienvenue dans la France des classes figées.

Chapitre 2

Immense solitude du travail

Des hommes qui attendent. Des heures par jour. Ils travaillent parfois jusqu'à soixante heures par semaine dont... trente heures d'attente¹. Assis sur leurs deux-roues, scooters cabossés ou vélos en libre-service, sac thermique vert ou glacière bleue Picard sur les genoux, immobilisés par les algorithmes d'applications les rémunérant au lance-pierre. La plupart du temps non payés quand ils ne sont pas en course, d'après la loi de la jungle des plateformes de livraison. Mis en concurrence par les étoiles des évaluations et les plages horaires de connexion. Les livreurs de repas s'ancrent, figés bien malgré eux, dans les paysages urbains français dans l'espoir d'une commande leur permettant d'engranger quelques euros.

Esclaves du temps qui passe

Les applications de livraison n'exigent pas seulement la force de travail des livreurs. Elles exigent également la pleine disponibilité de tout leur temps. La sous-rémunération à la micro-tâche abolit totalement la distinction entre temps de travail et temps personnel. La pointeuse, instrument d'assujettissement des ouvriers d'usine et des employés de bureau depuis son apparition à la fin du XIX^e siècle, constituerait dans l'univers impitoyable des Deliveroo et autres Uber Eats un levier d'émancipation professionnelle. Une prise de poste, une fin de service et une rémunération à l'heure. Et non la perspective d'heures quotidiennes de travail qui ne garantissent en rien une paie minimale prédéterminée à la fin de la journée. Les livreurs de repas sont comme assujettis par les plateformes à enchaîner les jours d'astreinte mais sans bénéficier ni du principe d'une rémunération forfaitaire, ni même d'une compensation.

Même le travail à la chaîne permet aux ouvriers de jouer à la marge avec le temps, malgré sa nature déshumanisante et la pénibilité des cadences implacables dénoncée avec une acuité sans égale par *Les Temps modernes* de Chaplin.

Dans *L'Établi*, roman autobiographique d'un col blanc choisissant de faire quelques mois l'expérience